



Volumul III, Numărul 4 / 2001

ISSN 1454-9980

**Dialogues culturels et développement économique européen.
*Conclusions de la commission 2. Développement économique,
culture et société***

(pag. 46-49)

Ewa BOGALSKA-MARTIN

Volume III, Issue 1 (4) / 2001

**Cross-cultural
Management
Journal**

DIALOGUES CULTURELS ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EUROPÉEN
6ÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU RÉSEAU PGV. IASI 21-24 SEPTEMBRE 2000

**SYNTHÈSE DE LA COMMISSION N° 2: DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE,
CULTURE ET SOCIÉTÉ**

rapporteur: Ewa BOGALSKA-MARTIN

Les débats de la commission 2 ont été centrés sur la présentation de 10 communications à travers lesquelles les auteurs Roumains ou Français ont tenté de mettre en évidence un lien entre le monde des affaires et les valeurs culturelles, nationales, morales et religieuses. L'ensemble des interventions a été organisé autour de trois questions majeures, que nous allons aborder dans cette synthèse.

1.

La première question s'articulait autour du lien que l'on peut établir entre des phénomènes tels que le travail bien fait ou les performances économiques dans le domaine des affaires et des valeurs culturelles aussi bien nationales que religieuses. Cette approche fut abordée dans plusieurs interventions, notamment, celles d'E. Martin, G. Ionescu, D. Cordeanu, A. Prodan et A. Nestian.

L'ombre de Max Weber et de la théorie du lien entre l'avènement de la modernité et du capitalisme d'une part et l'éthique protestante d'autre part, fut omniprésente durant les débats. Peut-on parler d'une culture du travail dans les sociétés qui redécouvrent, après la chute du mur de Berlin, la puissance de leurs traditions religieuses et dans le contexte de crise, les formes

ancestrales de survie? La modernité et la réussite économique en Europe Centrale supposent, comme c'est le cas en Occident, la laïcisation et la perte de repères culturels. Des débats animés ont permis de dégager quelques éléments de réponse aux interrogations mises à jour par la réalité socio-économique roumaine.

L'impact de la pensée religieuse sur l'esprit du travail fut analysé par G. Ionescu qui passa en revue les différents sens que la chrétienté donnait à la notion de travail. L'auteur démontra comment certaines valeurs reconnues au travail, telles que l'honorabilité ou la récompense divine, s'accompagnent du rejet de l'idée de bénéfice et d'enrichissement personnel. L'aspect essentiel de l'analyse de G. Ionescu est le fait que, depuis St. Augustin, en passant par la tradition bénédictine et les écrits de St. Thomas qui rejettent la paresse, l'idéal du travail (notamment bénévolé) considéré comme accomplissement de soi dans la société n'est pas absent de la tradition chrétienne. La conclusion de cette intervention ira dans le sens qu'il n'y a pas de monde des affaires sans morale et sans discours sur la signification et les valeurs religieuses.

Si G. Ionescu chercha à montrer que la pensée religieuse accompagnait et orientait les efforts des hommes dotés d'une morale du travail vers une économie non marchande, A. Nestian se demanda dans quelle mesure les discours de l'Église et, en particulier, de l'Église

orthodoxe en Roumanie, freinent l'esprit d'initiative et le développement économique considérés comme la perspective d'une vie individuelle. La communication d'A. Nestian fut centrée sur la problématique de l'acquisition d'un savoir-être individuel en vue de la récompense définie par la religion. L'auteur aboutit à la conclusion selon laquelle le discours et la morale véhiculés par l'Église orthodoxe, s'agissant en particulier du maintien des hiérarchies sociales et de l'esprit d'obéissance, freinent l'émergence des initiatives privées et empêchent la création d'une culture managériale propre aux entrepreneurs roumains.

La communication d'Ewa Martin fut d'avantage tournée vers la compréhension d'un fond culturel commun à tous les pays d'Europe Centrale, à savoir l'esprit de liberté et d'initiative privée, en relation avec une certaine attitude jacobine. Sur cette base, elle pose la question de l'émergence de nouveaux acteurs qui remplissent le vide laissé par le démantèlement de l'État socialiste totalitaire, et celle des effets sociaux et économiques induits à la fois à l'intérieur et à l'extérieur en termes de rapprochement avec l'Occident. L'analyse concerne trois types d'acteurs économiques émergents dans les pays d'Europe Centrale: les organisations territoriales, les organisations professionnelles et corporatistes et, enfin, les organisations de type mafique qui créent de nouvelles formes d'activités économiques illégales. Il paraît incontestable que la régionalisation et le retour aux traditions locales et corporatistes, y compris dans le domaine de la consommation, n'ont pas dit leur dernier mot. La polarisation des systèmes économiques, due à l'apparition de grandes fortunes et à l'élargissement des zones de nouvelle pauvreté dans les villes comme dans les campagnes, semblent être l'une des tendances que l'on retrouve aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest de l'Europe.

2.

Une autre interrogation liée à la première question devait préoccuper les intervenants: celle de la contradiction entre les processus d'ethnocentricité et de globalisation. Cette ques-

tion fut l'objet des interventions de D. Zait, A. Chermeleu et D. Cordeanu.

Dans son intervention, D. Zait chercha à mettre en évidence l'idée que le processus de globalisation constituait une dimension universelle et complémentaire du processus d'individualisation. Selon l'auteur, l'ethnocentrisme constitue un élément intermédiaire, qui permet aux individus de sauvegarder leur identité collective. Ainsi, la progression de la globalisation suppose nécessairement la progression de l'ethnocentrisme. Même si les deux tendances paraissent irréconciliables, car la première est organisée autour de l'idée de progrès et la deuxième autour du maintien d'une spécificité, sur le plan pratique, elles sont toutes deux également expansionnistes. D. Zait conclut sur l'idée que la globalisation n'est, en fait, que le prolongement d'un ethnocentrisme qui se déroule, cette fois, dans un espace sans frontières. L'optimisme de D. Zait à propos des effets de la globalisation, en termes d'égalité et d'équilibre apportés à l'humanité, fut mise en doute par la suite.

En reprenant comme grille de lecture, l'approche comparative de la culture occidentale proposée par le philosophe roumain L. Blaga, D. Cordeanu tenta de définir la spécificité roumaine. Les différences mises en évidence sont nombreuses tant au niveau de l'organisation d'un horizon temporaire et spatial qu'à celui des valeurs. Cette perception que les participants non-Roumains ont perçu comme très (et presque trop) critique, laisse entendre que les Roumains sont, en apparence, modestes, hospitaliers et religieux. Ils délèguent leurs responsabilités et sont capables de s'adapter. En même temps, ils paraissent frustrés, sans esprit pratique et, selon les sondages cités par D. Cordeanu, se définissent eux-mêmes comme lâches, paresseux et voleurs. Comment un peuple qui porte à la fois toutes ces caractéristiques, se demandait D. Cordeanu, peut-il se moderniser? Comment peut-il dépasser ses difficultés, et s'inscrire positivement dans le processus de globalisation jugé si positif par D. Zait?

Le même questionnement fut abordé par A. Chermeleu bien que, dans son intervention, elle ait insisté sur les effets unificateurs d'une conception universelle du temps, tandis qu'en marge du temps si bien défini par B. Franklin, "time is money", apparaît un temps nouveau:

celui des loisirs. Il s'agit du temps de plaisir, du temps à travers lequel l'uniformisation des mœurs semble progresser encore plus vite que dans le domaine économique.

L'essentiel de la communication d'A. Chermeleu devait porter sur les effets négatifs relatifs à l'uniformisation des modes de vie et, en particulier, des loisirs, très marqués par l'américanisation des fêtes et par l'importance accordée aujourd'hui aux plaisirs. Ces derniers, commercialisés et consommés, rendent la jeunesse passive et sans repères. À travers les préoccupations d'A. Chermeleu de voir disparaître "le sacré" qui porte un sens, on pouvait percevoir un lien avec les communications de G. Ionescu et de D. Zait.

Les Roumains se posent aujourd'hui beaucoup de questions sur la difficulté, qui semble être propre à tous les pays émergents, de garder une identité culturelle et nationale et de faire partie d'un monde global qui uniformise mais qui offre une vie meilleure. Les débats de la commission 2 n'ont pas apporté de réponses définitives à ces interrogations, mais ils ont eu le mérite de ne pas les évacuer trop vite.

3.

La troisième question abordée dans les discussions concernait, d'une part, la spécificité de l'approche économique propre à certains secteurs tels que le transport en Pologne traité par B. Despiney ou la distribution analysée par L. Lessassy et, d'autre part, le problème de la culture économique par excellence. Cette dernière fut l'objet d'une analyse de la part de M. Onofrei, à savoir, la question de la morale fiscale.

Le point de départ de la réflexion de L. Lessassy fut la volonté de comprendre les stratégies de distribution dans un contexte international. À partir de références théoriques et d'analyses des modes d'implantation dans différents pays incluant ceux d'Europe Centrale, L. Lessassy a montré que les facteurs de proximité culturelle, au sens classique de la culture, ont moins d'importance que la culture entrepreneuriale propre aux investisseurs étrangers, capables de mettre en place des stratégies d'investissement de masse avec une logique de force de vente et d'occupation de terrain. Les seuls

facteurs "pays" qui semblent différencier la stratégie des distributeurs sont les législations nationales en vigueur, le niveau de vie et la masse monétaire correspondant au pouvoir d'achat des consommateurs nationaux. Par rapport à cette dimension, les pays d'Europe Centrale sont toujours très différents. La distance qui sépare la Pologne de la Roumanie est visible à travers le montant des investissements directs dans le secteur de la distribution.

B. Despiney a pris pour exemple le problème du développement du système de transport en Pologne. Elle est partie de l'hypothèse selon laquelle l'organisation du transport peut constituer aujourd'hui un facteur de régulation ou de dérégulation économique et sociale d'un pays ou d'une zone régionale plus vaste. Considérant les logiques choisies, à savoir "la route" contre "le chemin de fer", elle a analysé la tradition nationale et l'importance du régionalisme, très fortes en Pologne, concrétisés par les réseaux existants. Peut-on parler d'une continuité culturelle propre à la Pologne qui soit bâtie autour de la voiture, dans le choix de la construction des autoroutes à péage? Les fermetures de nombreuses lignes de chemin de fer sont-elles dues à l'influence d'un lobby international des constructeurs d'automobiles ou à l'imitation de choix faits, notamment, par la France? Toutes ces questions ont suscité de nombreux débats à travers lesquels le problème de la globalisation était, une fois encore, très présent.

L'impôt, facteur d'intégration sociale et politique, expression d'une attitude citoyenne face à l'État républicain, visualisation d'une culture politique d'un pays, telles sont les conceptions philosophiques de la "morale fiscale" de M. Onofrei. Par la suite elle posera la question: « quel montant d'impôt est culturellement et psychologiquement acceptable pour l'habitant d'un pays donné ? ». Le système d'imposition est fait en vue de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, il porte en lui l'idée d'un État juste, mais s'il dépasse un certain seuil, il pousse à la fraude fiscale. Selon M. Onofrei, 90% des entreprises de Iasi pratiquent l'évasion fiscale et la corruption. Aussi, pouvons-nous parler d'un lien très étroit entre la pression fiscale et l'initiative illégale. Dès l'instant où la pression fiscale dépasse 40% du revenu, elle génère une attitude de fraude. En Roumanie, la pression fiscale est ex-

cessive (60%). Au lieu de renforcer l'État elle contribue à l'affaiblir. Ainsi, le paiement des impôts apparaît au carrefour des cultures étatiques et de cultures individuelles qui reposent sur la perception d'un lien social juste.

En définitive, les débats au sein de la commission 2 ont ouvert la voie à de nouvelles interrogations sur les multiples facettes de l'intégration européenne, en relation au processus

de globalisation. Les participants ont bien senti que les mêmes questions sur le devenir des spécificités nationales, sur l'uniformisation des modes de vie et sur le risque de disparition des cultures, des valeurs et des idéaux sans lesquels l'Europe n'aurait jamais pu devenir ce qu'elle est dans le monde, sont partagés aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.